



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.:  
LIMITÉE

E/ECA/TRADE/91/6  
4 avril 1991

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Onzième Session de la Conférence  
des Ministres africains du Commerce

Addis-Abeba (Ethiopie)  
15 - 19 Avril 1991

Examen et évaluation des effets du Plan  
d'action de Lagos sur le Développement et l'expansion  
du Commerce intra - africain

## Table des matières

|  | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| I Introduction   | 3           |
| II Evolution du commerce intérieur   | 5           |
| III Evolution du Commerce intra-africain                                   | 7           |
| a) Analyse de la situation du commerce intra-africain et ses potentialités | 9           |
| b) Réduction et suppression des barrières commerciales                     | 11          |
| IV Conclusions et recommandations  | 14          |
| Annexes statistiques : tableaux 1 à 5                                      | i-vii       |

## I INTRODUCTION

1. Le Plan d'action de Lagos (PAL) ainsi que l'Acte final de Lagos (AFL) découlent de la nécessité impérieuse de mettre en place un ordre social et économique africain fondé avant tout sur la pleine utilisation des ressources de la région pour l'édification d'une économie autosuffisante d'une part, et la création d'une communauté économique africaine au début du vingt et unième siècle d'autre part.

2. En adoptant le PAL et l'AFL, les gouvernements africains s'engagent à mettre en oeuvre ces stratégies dans le cadre de leurs plans de développement respectifs. Toutefois, des institutions régionales, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et d'autres étaient censées apporter une assistance technique aux Etats membres. D'après les informations recueillies pour la rédaction de ce document, très peu de gouvernements ont effectivement intégré les objectifs du Plan d'action de Lagos dans leur planification du développement. A cet égard, il y a lieu de souligner que le Plan d'action de Lagos n'a pas prévu un mécanisme effectif de contrôle et de suivi de sa mise en oeuvre ce qui expliquerait pourquoi les gouvernements ne se sont pas senti obligés de le faire.

3. L'analyse du commerce intra-africain dans le cadre du PAL se trouve limitée du fait que seuls quelques pays africains ont pu fournir des données et informations statistiques sur certains éléments du PAL.

4. Les faibles résultats économiques et commerciaux de l'Afrique au cours des années 80 s'expliquent par de nombreux facteurs dont en premier lieu la sécheresse qui a frappé 34 pays au début et au milieu des années 80, la chute des cours des produits d'exportation combinée aux effets négatifs des taux de change fluctuants des principales devises, et enfin le poids du service de la dette. Ces effets négatifs cumulés ont énormément contribué à affaiblir le potentiel de croissance du commerce intra-africain, alors que la croissance économique mondiale connaissait une expansion substantielle. Quant à l'Afrique, elle vient en dernière position après les autres régions. Le commerce mondial a augmenté de 14% en 1988, contre 2,6% pour le commerce africain. Ainsi, dix années après l'adoption du Plan d'Action de Lagos, la situation économique de l'Afrique présente un tableau bien sombre à la veille d'une nouvelle décennie. C'est cet ordre d'idées que la session spéciale de la Conférence des ministres africains du commerce tenue en décembre 1990, a adopté ce document E/ECA/TRADE/89/25/Rev.5 intitulé "Stratégies pour la revitalisation, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 90 et au delà".

## II DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERIEUR

5. Il ne saurait y avoir d'analyse sérieuse du commerce intra-africain et de la mise oeuvre du PAL, sans une évaluation des effets du PAL sur le secteur du commerce intérieur. L'importance accordée par le Pal à l'augmentation de la production des cultures d'exportation et l'amélioration des conditions du développement du commerce intérieur ne sont pas inséparables.

Toutefois, le peu d'intérêt accordé à la production alimentaire et aux biens de consommation pour le marché intérieur, au profit des cultures d'exportation génératrices de devises a conduit à un développement déséquilibré. Le secteur du commerce intérieur n'a pu se développer à cause de la base de production étroite, de la faiblesse des infrastructures de stockage et de distribution en particulier dans les zones rurales, et de l'absence d'institutions de crédit efficaces.

6. Il est d'ailleurs significatif que le rapport (E/ECA/TRADE/90/10) d'un atelier sur la promotion du commerce intérieur organisé en septembre 1990 par le secrétariat, arrive à la même conclusion s'agissant des principaux obstacles au développement du commerce intérieur. Il s'agit de la faiblesse de la base productive, la concentration des industries dans les zones urbaines et la répartition inégale des infrastructures surtout en zones rurales. Cependant, le rapport reconnaît que certains pays ont fait de gros efforts pour promouvoir le commerce intérieur en mettant en place des centres de distribution. A titre d'exemple, en Ethiopie, la société "Ethiopian Domestic and Distribution Corporation (EDDC)" a mis en place les centres de fabrication et de distribution pour alimenter le marché intérieur en produits de première nécessité. D'autres pays comme le Cameroun ont construit des entrepôts frigorifiques dans toutes les régions afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire. Mais la question qui se pose est de savoir si toutes ces mesures sont le résultat direct ou indirect de la volonté de mettre en oeuvre le PAL.

7. La dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce a également souligné la nécessité de promouvoir le commerce intérieur par l'adoption d'une législation appropriée. Le rapport a souligné la nécessité d'assurer l'approvisionnement et la distribution de sorte à en faire un mécanisme autorégulateur du contrôle des prix et de la prévention des marges bénéficiaires excessives. La réunion a également appelé les gouvernements africains à essayer de promouvoir le commerce intérieur par un système de stimulants économiques.

8. A cet égard, il y a lieu de révéler que certains pays africains ont créé ou renforcé des institutions nationales à cet



effet. Par exemple, des ministères ou des départements ont été créés pour promouvoir le commerce intérieur mais n'ont pas donné les résultats escomptés du fait que les dispositions juridiques

et institutionnelles adoptées étaient soit insuffisantes, soit trop restrictives. Les politiques de prix centralisées, au lieu d'encourager une plus grande activité, ont eu moins de succès en raison des prix élevés des biens de consommation ou des faibles prix à la production. D'autres contraintes aussi importantes concernent la réorganisation du commerce intérieur pour qu'il ne demeure pas confiné à la seule production de biens d'économie de subsistance. De même, il y a la nécessité pour les gouvernements de renforcer le faible esprit d'entreprise de la plupart des commerçants actuellement peu efficaces qui fait que la part du commerce intérieur dans le produit intérieur brut s'affaiblit.

### III EVOLUTION DU COMMERCE INTRA AFRICAIN

9. Le commerce intra-africain occupe une bonne place dans la stratégie du PAL. Il est considéré à maints égards comme élément moteur de la croissance et du développement économiques de l'Afrique. Par exemple, cela pourrait être un complément permettant de développer les activités d'exportation et d'importation de l'Afrique parallèlement à celles de pays non africains, ainsi qu'une solution permettant d'atténuer les effets de la perte de marchés extérieurs du fait de l'avènement des blocs économiques dans le monde.

10. L'analyse des résultats du commerce intra-africain au cours de la décennie des années 80 est différente de l'évaluation des effets du PAL sur ces tendances. Toutefois, ces tendances montrent que la plupart des exportations et importations africaines par rapport au reste du monde étaient respectivement de 5,8% et de 6% en 1989. Les tableaux 1 et 2 montrent que le commerce entre pays africains a augmenté tant en volume qu'en valeur entre 1983 et 1989, atteignant un taux de croissance annuel moyen de 4,8% au cours de cette période en dépit d'importantes fluctuations d'une année à l'autre.

11. Le commerce intra-africain s'est caractérisé au cours de cette période par le fait que plus de 50% des exportations provenaient de quelques pays seulement, essentiellement l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Mali; le Nigéria, le Sénégal, le Togo, la Tunisie et l'Ouganda. C'est le cas aussi des pays importateurs comme le montre clairement le tableau 2.

12. La structure de la production intra-africaine pour la même période est donnée aux tableaux 4 et 5 et n'a pas tellement changé au cours des années 80. Cependant, la part de certains produits,

en particulier les produits manufacturés, est passée de 19% en 1980 à 31,5% en 1987. Peut-être que cette tendance pourrait être interprétée comme le résultat d'une plus grande diversification de la base industrielle pour approvisionner le continent. Il reste à savoir si cette évolution favorable est le résultat de l'application du PAL. Par contre, la part des exportations de combustibles dans le commerce intra-africain est passée de 41% en 1980 à 29,3 % en 1987, accroissant ainsi la dépendance de l'Afrique à l'égard des importations de combustibles en provenance de l'extérieur du continent.

a) Analyse de la situation du commerce intra-africain et de ses potentialités

13. Lors d'une réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur les perspectives de promotion du commerce sud-sud des produits finis et semis finis tenue à Addis-Abeba en octobre 1990, un certain nombre de contraintes liées aux carences en matière de politique commerciale, des marchés et d'information commerciale ont été recensées.

14. Il est évident que mises à part les nombreuses contraintes limitant le commerce intra-africain, des potentialités énormes existent dans ce domaine, surtout celles qui ont fait l'objet de suggestions dans le PAL et devant être appliquées conformément à ce qui a été indiqué dans l'étude du Centre du Commerce international (CCI), présentée à la réunion dont il a été question plus haut. Cette étude montre que sur 550 produits et groupes de produits exportés par la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (ZEP), 475 produits "équivalents" ont été également importés. La facture annuelle des importations de la ZEP pour ces produits qui sont également exportés par les pays membres de la ZEP, s'est montée à environ 5 milliards de dollars soit à peu près 50% des importations annuelles totales. Cet exemple tend à prouver que l'expansion du commerce à l'intérieur de la ZEP est très prometteuse. Cependant, les potentialités ne peuvent être exploitées au bénéfice mutuel des Etats membres que si d'autres critères concernant les avantages comparatifs sont mis en place. Une analyse similaire de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) montre que plus de 250 articles sont disponibles dans la sous-région. La valeur combinée des importations a atteint 8 milliards de dollars soit 53% du total des importations de la CEDEAO. L'analyse montre que la communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) connaît la même situation bien qu'à un degré moindre. Ainsi, 33% des importations totales de la CEEAC sont disponibles dans la sous-région. Au vu de ce constat, il est difficile d'affirmer que la faible expansion du commerce intra-

africain est due au manque de produits à commercialiser. Au contraire, la principale cause, c'est probablement le manque de transparence et d'ouverture ainsi que l'absence d'information commerciale adéquate pour les partenaires commerciaux potentiels.

15. Une récente étude du secrétariat sur les relations commerciales du Soudan avec les huit voisins pendant la période 1978-1987 a montré que 90% du commerce du Soudan se faisait avec des pays hors d'Afrique et seulement 10% avec ses voisins. C'est là une indication sur la tendance générale du commerce de la plupart des pays africains au cours de la Décennie 1980. Cette révélation est nécessaire ne serait-ce que pour montrer à quel point les mécanismes de suivi du PAL sont utiles. De même, l'appel lancé par la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce de 1985 et la session spéciale de la conférence de décembre 1990 pour une augmentation du commerce intra-africain d'un pourcentage donné sera-t-il entendu ?

b) Réduction et suppression des barrières commerciales

16. Des tentatives ont été faites par la ZEP, la CEEAC, l'UDEAC, la CEDEAO pour libéraliser le commerce et réduire au minimum les barrières conformément au PAL et aux directives de leurs autorités législatives respectives. Il est à espérer que ces efforts seront intensifiés. Néanmoins, de nombreux pays africains continuent à se heurter à des barrières douanières et non douanières qui aux termes du PAL auraient dû être éliminées en 1990. Parallèlement, plusieurs études ont été entreprises avec l'aide du Secrétariat, en plus des missions de consultants, des séminaires et ateliers pour les opérateurs économiques sur la libéralisation du commerce afin de promouvoir le commerce intra-africain. Mais, comme le montre les données statistiques, le niveau de ce type d'échanges commerciaux demeure très faible.

17. Cependant, le PAL a connu quelque succès pour ce qui est de la création d'institutions. Les objectifs du Plan n'ont pas été pleinement atteints en raison du manque de soutien financier des Etats membres, mais un certain nombre de réalisations ont été atteintes. Par exemple, la ZEP créée en 1981, semble faire beaucoup de progrès dans la promotion du commerce intra-africain avec la mise en place d'une chambre de paiement et de compensation et la création d'une unité de compte (UAPTA) permettant l'utilisation de chèques de voyages achetés en monnaies locales. La ZEP a également organisé un certain nombre de foires commerciales dont un salon du cuir en 1990. Par ailleurs, la CEDEAO a entrepris des études en vue de la création d'une monnaie commune, en plus de la chambre de compensation d'Afrique de l'Ouest déjà opérationnelle. Les pays d'Afrique du Nord sont également en train de mettre en place une zone d'échanges préférentiels. Parmi les autres institutions pour la promotion du commerce intra-



africain, il y a la Fédération africaine des chambres de commerce, bien que l'accord de siège ne soit pas entré en vigueur, n'ayant pas été ratifié par le pays hôte. En outre, des foires commerciales panafricaines ont été organisées dans plusieurs pays et la sixième du genre doit se tenir au Zimbabwe en 1991.

18. Avec la mise en place et le renforcement de ces groupements sous-régionaux, l'Afrique peut espérer avoir son marché commun dans un avenir assez rapproché conformément au Plan d'Action de Lagos. La session spéciale de la Conférence des ministres africains du commerce qui a adopté les stratégies pour la décennie des années 90 et au delà, a réaffirmé que le commerce intra-africain constitue une stratégie indispensable en vue de la création du Marché commun africain au cours des années 90. Elle a également appelé à redoubler d'efforts en ce sens dans le cadre de la communauté économique africaine envisagée, d'autant que le projet de traité de communauté économique a été rédigé par l'OUA et sera soumis au sommet de l'OUA en 1991.

19. Il existe de nombreux obstacles ou contraintes au développement du commerce intra-africain et certains ont été évoqués auparavant. Mais, on ne saurait trop insister sur la faiblesse de la structure du commerce intérieur en Afrique qui est la cause des piètres résultats du commerce intra-africain. A moins de régler ou à tout le moins d'atténuer les problèmes du commerce intérieur, il ne faut pas s'attendre à voir le commerce intra-africain dépasser de beaucoup son niveau actuel. Nonobstant ce qui précède, les principaux obstacles au commerce intra-africain énumérés dans le PAL exigent une action appropriée.

#### IV CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

20. La situation économique mondiale a considérablement changé depuis les années 80 lorsque le PAL a été élaboré et adopté. D'autres événements dont la récente crise du Golfe et la hausse des prix du pétrole, l'émergence de nombreux blocs économiques, la détérioration de l'environnement économique international, tout cela renforce la nécessité non seulement d'examiner, mais aussi d'accélérer le rythme de la mise en oeuvre de nombre de stratégies valables du Plan d'Action de Lagos.

21. Le commerce intra-africain connaîtra encore des résultats médiocres dans les années 90 en partie à cause du manque de personnel qualifié pour gérer les institutions sous-régionales qui manquent elles-mêmes de ressources financières leur permettant de fonctionner efficacement. Les structures de production traditionnelles rigides du commerce intérieur et des barrières commerciales existant entre pays africains, limiteront davantage les perspectives du commerce intra-africain et doivent donc être



éliminées. "Les stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 90 et au delà" (E/ECA/TRADE/89/25/Rev.5) mettent l'accent sur la nécessité d'atteindre des niveaux de développement soutenu. Les stratégies sont conçues comme un nouveau cadre permettant aux pays de résoudre les problèmes du commerce intra-africain par : une analyse et une étude du marché globales; une restructuration de la production agricole et industrielle; une libéralisation du commerce intra-africain des biens produits localement, la mise en place d'un marché commun africain et une augmentation des échanges commerciaux. Les stratégies visent également à augmenter la part du commerce intra-africain de 10 à 15% du volume total du commerce africain. A cet effet, les gouvernements, les organisations internationales et les donateurs bilatéraux sont appelés à accorder la priorité au financement du développement et de l'expansion du commerce de l'Afrique.

22. Cette brève étude n'est pas la seule à traiter du PAL. Il y a aussi le document "ECA/OAU/ADB" intitulé "Réunion d'experts de haut niveau sur le développement de l'Afrique dans les années 80: Revue décennale du Plan d'Action de Lagos", réunion tenue à Lagos du 6 au 8 décembre 1990. Après examen minutieux des résultats du PAL dans tous les secteurs, la réunion a reconnu, entre autres, "qu'il y a nécessité de revoir le chapitre sur le commerce et les finances du Plan d'Action de Lagos"<sup>1/</sup> Les stratégies concernant ces questions ont donc été adoptées et recommandées au bon moment pour l'application par les gouvernements africains dans les années 90 et au delà. En conclusion, les gouvernements et les institutions d'Afrique sont vivement appelés à faire preuve davantage de dynamisme qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici dans l'application effective de ces recommandations.

---

<sup>1/</sup> ECA/OAU/ADB/4/APT 1990. P.12 (non publié)

TABLEAU 1 : EXPORTATIONS DE L'AFRIQUE VERS ET A PARTIR DES PAYS SUIVANTS

|                    | 1983   | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | 1989               |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------|
| TOTAL MONDIAL      | 63.696 | 65.611 | 64.049 | 56.619 | 66.084 | 67.707 | 76.91              |
| AFRIQUE            |        |        |        |        |        |        |                    |
| TAUX DE CROISSANCE | 3.349  | 3.242  | 3.286  | 3.278  | 3.793  | 4.070  | 4.428              |
|                    | (3.0)  | (1.0)  | (-0.1) | (8.6)  | (7.0)  | (8.0)  | Taux de croissance |
| Algerie            | 87     | 89     | 105    | 144    | 108    | 112    | 124                |
| Burkina Faso       | 92     | 77     | 92     | 106    | 105    | 131    | 151                |
| Cameroun           | 62     | 166    | 174    | 105    | 84     | 88     | 110                |
| Cote d'Ivoire      | 173    | 235    | 242    | 245    | 280    | 301    | 361                |
| Ghana              | 133    | 190    | 202    | 144    | 247    | 255    | 308                |
| Kenya              | 11     | 25     | 15     | 24     | 143    | 107    | 95                 |
| Mali               | 107    | 102    | 139    | 124    | 127    | 157    | 180                |
| Nigeria            | 115    | 107    | 102    | 98     | 103    | 134    | 160                |
| Senegal            | 91     | 68     | 100    | 105    | 120    | 140    | 155                |
| Togo               | 131    | 79     | 62     | 90     | 96     | 122    | 139                |
| Tunisie            | 38     | 111    | 156    | 64     | 128    | 162    | 185                |
| Ouganda            | 106    | 98     | 87     | 112    | 87     | 97     | 103                |
| Sous-total         | 1.146  | 1.347  | 1.476  | 1.369  | 1.628  | 1.806  | 2.071              |
| % du tota          | 34.0   | 41.5   | 44.9   | 41.5   | 42.9   | 44.4   | 46.8               |
| Autres             | 2203   | 1895   | 1810   | 1917   | 2165   | 2264   | 2357               |
|                    |        |        |        |        |        |        | (42% moyenne)      |

Source : FMI Annuaire statistique commercial 1990 p.20

TABLEAU 2 : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'AFRIQUE VERS ET A PARTIR  
DES PAYS SUIVANTS

|                    | EN MILLIONS DE DOLLARS EU |        |        |        |        |        | taux de croissance |
|--------------------|---------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------|
|                    | 1983                      | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | 1989               |
| MONDE              | 64,530                    | 60,087 | 58,594 | 56,849 | 61,733 | 70,785 | 76,532             |
| AFRIQUE            | 3,522                     | 3,449  | 3,350  | 3,738  | 3,984  | 4,442  | 4,682              |
| taux de croissance |                           | (-2.0) | (-2.0) | (11.0) | (6.1)  | (11.0) | (5.0)              |
| Algerie            | 300                       | 180    | 153    | 140    | 118    | 142    | 148                |
| Botswana           | 59                        | 42     | 37     | 57     | 73     | 102    | 117                |
| Cote d'Ivoire      | 309                       | 298    | 410    | 454    | 445    | 545    | 640                |
| Gabon              | 99                        | 70     | 101    | 78     | 66     | 69     | 81                 |
| Kenya              | 269                       | 263    | 217    | 240    | 218    | 227    | 240                |
| Nigeria            | 418                       | 587    | 487    | 575    | 677    | 690    | 828                |
| Senegal            | 105                       | 120    | 174    | 132    | 156    | 188    | 218                |
| Zimbabwe           | 123                       | 97     | 107    | 123    | 131    | 152    | 169                |
| Sous total         | 1,751                     | 1,704  | 1,769  | 1,980  | 2,074  | 2,411  | 2,757              |
| % du total         | 50.0                      | 49.4   | 52.8   | 52.96  | 52.0   | 54.27  | 58.88              |
| Autres             | 1771                      | 1745   | 1581   | 1758   | 1910   | 2031   | 1925               |
|                    |                           |        |        |        |        |        | (52.8% moyenne)    |

Source : FMI, Annuaire statistique commercial 1990 p.21

TABEAU 3

PARTIR DES PAYS SUIVANTS

|                                   | EXPORTATIONS |      |      |       |      | IMPORTATIONS |      |       |      |      |      |      |      |      |
|-----------------------------------|--------------|------|------|-------|------|--------------|------|-------|------|------|------|------|------|------|
|                                   | 1983         | 1984 | 1985 | 1986  | 1987 | 1988         | 1989 | 1983  | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 |
| PAYS INDUSTRIALISES               | 72.1         | 72.4 | 71.6 | 67.6  | 66.9 | 66.3         | 67.6 | 73.1  | 73.4 | 74.4 | 73.4 | 72.0 | 71.4 | 70.7 |
| PAYS EN DEVELOPEMENT              | 13.1         | 13.4 | 14.6 | 15.6  | 15.1 | 17.4         | 17.2 | 19.1  | 19.8 | 19.7 | 19.6 | 21.6 | 22.4 | 22.9 |
| AFRIQUE                           | 5.2          | 4.9  | 5.1  | 5.8   | 5.7  | 6.0          | 5.8  | 5.5   | 5.7  | 5.7  | 6.6  | 6.5  | 6.3  | 6.1  |
| EVOLUTION ANNUELLE EN POURCENTAGE |              |      |      |       |      |              |      |       |      |      |      |      |      |      |
| MONDE                             | -2.1         | 3.0  | -2.3 | -11.5 | 16.7 | 2.5          | 13.6 | -13.6 | -6.8 | -2.4 | -2.9 | 8.6  | 14.7 | 8.1  |
| PAYS INDUSTRIALISES               | -1.3         | 3.4  | -3.4 | -16.5 | 15.7 | 1.4          | 16.0 | 12.2  | -6.4 | -1.1 | -4.3 | 6.6  | 13.2 | 7.6  |
| PAYS EN DEVELOPEMENT              | -13.8        | 5.4  | 6.5  | -5.4  | 13.1 | 17.5         | 12.5 | -14.4 | -3.3 | 2.9  | -3.4 | 19.7 | 18.9 | 18.9 |
| AFRIQUE                           | -2.9         | -3.1 | 1.4  | -0.1  | 15.7 | 7.3          | 8.8  | -7.5  | -2.0 | -2.8 | 11.6 | 6.6  | 11.5 | 5.4  |

SOURCE : Annuaire statistique commercial 1990 p.24

SOURCE : FMI Annuaire statistique commercial 1990 p.24



TABLEAU 4 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR DESTINATION ET PAR GROUPES DE PRODUITS

AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT

| GROUPES DE PRODUITS                             | ANNEE                               | MONDE  | AFRIQUE |
|---|-------------------------------------|--------|---------|
|   | MILLIONS DE DOLLARS                 |        |         |
| TOUS PRODUITS                                   | 1970                                | 12021  | 672     |
|   | 1980                                | 94942  | 2970    |
|   | 1987                                | 51821  | 3035    |
|   | PART PAR DESTINATION en pourcentage |        |         |
| TOUS PRODUITS                                   | 1970                                | 100.00 | 5.6     |
|   | 1980                                | 100.00 | 3.1     |
|   | 1987                                | 100.00 | 5.9     |
| TOUS PRODUITS ALIMENTAIRES<br>SITC 0 1 22 4     | 1970                                | 100.00 | 6.2     |
|   | 1980                                | 100.00 | 7.7     |
|   | 1987                                | 100.00 | 9.2     |
| MATIERES PREMIERES AGRICOLES<br>SITC 2-22-27-28 | 1970                                | 100.00 | 2.5     |
|   | 1980                                | 100.00 | 3.7     |
|   | 1987                                | 100.00 | 6.2     |
| MINERAIS ET METAUX<br>SITC 27 28 68             | 1970                                | 100.00 | 0.9     |
|   | 1980                                | 100.00 | 3.0     |
|   | 1987                                | 100.00 | 4.4     |
| CARBURANTS<br>SITC 3                            | 1970                                | 100.00 | 1.9     |
|   | 1980                                | 100.00 | 1.7     |
|   | 1987                                | 100.00 | 3.0     |
| PRODUITS MANUFACTURES<br>SITC 5 a 8 moins de 68 | 1970                                | 100.00 | 38.4    |
|   | 1980                                | 100.00 | 14.8    |
|   | 1987                                | 100.00 | 13.9    |
|   | PART PAR DESTINATION en pourcentage |        |         |
| TOUS PRODUITS ALIMENTAIRES<br>SITC 0 1 22 4     | 1970                                | 29.1   | 32.3    |
|   | 1980                                | 10.6   | 26.0    |
|   | 1987                                | 17.2   | 27.1    |

TABLEAU 4 : (suite)

| GROUPES DE PRODUITS                                | ANNEE | MONDE | AFRIQUE |
|--|-------|-------|---------|
| MATIERES PREMIERES AGRICOLES<br>SITC 2-22-27-28    | 1970  | 10.9  | 4.9     |
|  | 1980  | 3.1   | 3.7     |
|  | 1987  | 5.1   | 5.4     |
| MINERAIS ET METAUX<br>SITC 2 28 68                 | 1970  | 19.2  | 3.0     |
|  | 1980  | 5.9   | 5.7     |
|  | 1987  | 7.2   | 5.4     |
| PRODUITS MANUFACTURES<br>SITC 5 a 8 moins de 68    | 1970  | 7.0   | 48.1    |
|  | 1980  | 4.0   | 19.0    |
|  | 1987  | 13.2  | 29.3    |
| TAUX DE CROISSANCE ANNUELS MOYENS (en pourcentage) |       |       |         |
| TOUS PRODUITS                                      | 70-87 | 9.0   | 9.3     |
| TOUS PRODUITS ALIMENTAIRES                         | 70-87 | 5.6   | 8.1     |
| MATIERES PREMIERES AGRICOLES                       | 70-87 | 4.2   | 9.9     |
| MINERAIS ET METAUX                                 | 70-87 | 2.9   | 13.2    |
| CARBURANTS   | 70-87 | 12.4  | 15.5    |
| PRODUITS MANUFACTURES                              | 70-87 | 13.1  | 6.6     |

SOURCE : CNUCED, manuel de commerce international et statistiques  
du developpement 1989 p.84

TABLEAU 5 : STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR ORIGINE ET PAR PRINCIPAUX  
GROUPES DE PRODUITS - AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT

| GROUPES DE PRODUITS                             | ANNEE                             | MONDE  | AFRIQUE | TAUX DE CROISSANCE  |
|---|-----------------------------------|--------|---------|---------------------|
|   |                                   |        |         | MILLIONS DE DOLLARS |
| TOUS PRODUITS                                   | 1970                              | 11836  | 672     |                     |
|   | 1980                              | 84359  | 2970    |                     |
|   | 1987                              | 63877  | 3035    | 7.21%               |
|   | PART PAR ORIGINE (en pourcentage) |        |         |                     |
| TOUS PRODUITS                                   | 1970                              | 100.00 | 5.7     |                     |
|   | 1980                              | 100.00 | 3.5     |                     |
|   | 1987                              | 100.00 | 4.8     |                     |
| TOUS PRODUITS ALIMENTAIRES<br>SITC 0 2 22 4     | 1970                              | 100.00 | 12.7    |                     |
|   | 1980                              | 100.00 | 5.8     |                     |
|   | 1987                              | 100.00 | 8.0     |                     |
| MATIERES PREMIERES AGRICOLES                    | 1970                              | 100.00 | 11.5    |                     |
|   | 1980                              | 100.00 | 6.3     |                     |
| SITC 2-22-27-28                                 | 1987                              | 100.00 | 9.5     |                     |
| MINERAIS ET METAUX<br>SITC 27 28 68             | 1970                              | 100.00 | 11.0    |                     |
|   | 1980                              | 100.00 | 13.0    |                     |
| CARBURANTS<br>SITC 3                            | 1987                              | 100.00 | 15.1    |                     |
|   | 1970                              | 100.00 | 13.9    |                     |
|   | 1980                              | 100.00 | 15.6    |                     |
|   | 1987                              | 100.00 | 17.1    |                     |
| PRODUITS MANUFACTURES<br>SITC 5 a 8 moins de 68 | 1970                              | 100.00 | 3.6     |                     |
|   | 1980                              | 100.00 | 1.0     |                     |
|   | 1987                              | 100.00 | 2.2     |                     |

TABLEAU 5 : (suite)

| GROUPES DE PRODUITS                                    | ANNEE | MONDE | AFRIQUE |
|--|-------|-------|---------|
| PART PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS<br>pourcentage |       |       |         |
| TOUS PRODUITS ALIMENTAIRES<br>SITC 0 2 22 4            | 1970  | 14.4  | 32.3    |
|  | 1980  | 15.8  | 26.0    |
|  | 1987  | 16.1  | 27.1    |
| MATIERES PREMIERES AGRICOLES                           | 1970  | 1.4   | 4.9     |
|  | 1980  | 2.0   | 3.7     |
|  | 1987  | 2.7   | 5.4     |
| METAUX ET MINERAIS<br>SITC 27 28 68                    | 1970  | 1.5   | 3.0     |
|  | 1980  | 1.5   | 5.7     |
|  | 1987  | 1.7   | 5.4     |
| COMBUSTIBLES<br>SITC 3                                 | 1970  | 4.7   | 11.5    |
|  | 1980  | 9.3   | 41.0    |
|  | 1987  | 8.1   | 29.3    |
| PRODUITS MANUFACTURES<br>SITC 5 a 8 moins de 68        | 1970  | 75.1  | 48.1    |
|  | 1980  | 69.3  | 19.0    |
|  | 1987  | 67.9  | 31.5    |
| TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN (en pourcentage)       |       |       |         |
| TOUS PRODUITS  | 70-87 | 10.4  | 9.3     |
| TOUS PRODUITS ALIMENTAIRES                             | 70-87 | 11.2  | 8.1     |
| MATIERES PREMIERES AGRICOLES                           | 70-87 | 11.1  | 9.9     |
| MINERAIS ET METAUX                                     | 70-87 | 11.2  | 13.2    |
| CARBURANTS   | 70-87 | 14.1  | 15.5    |
| PRODUITS MANUFACTURES                                  | 70-87 | 9.8   | 6.6     |

SOURCE : CNUCED, manuel du commerce international et statistiques  
du developpement 1989.p.104